

Cesser toutes constructions de logements, réquisitionner ceux vacants et obliger au partage.

Les structures même qui organisent notre société, l'Etat, l'agglomération d'Angers dans le cas présent, nos croyances collectives et le droit sont-ils encore en mesure de nous protéger ? Aux vues des diagnostics environnementaux du PLU ou du PCAET de notre agglomération, il est plus que nécessaire de poser cette question.

Ainsi, rentrer des propositions dans les cases préconisées par ces structures organisatrices peuvent vite conduire à se laisser guider par des paradigmes portés par ces structures sans jamais vraiment les discuter. Pourquoi ne pas d'abord tenter d'identifier ces paradigmes ? Ces idées toutes faites qu'on nous présente comme des vérités établies. En voici 3 qui apparaissent sous-jacentes pour justifier les grandes décisions de notre agglomération :

- que la population est peu capable d'adaptation et qu'elle va augmenter par l'afflux de nouveaux habitants désertant Paris.
- que notre modèle économique et social doit être défendu, juste amélioré parce qu'il est le garant de notre liberté, égalité, fraternité et
- que nous ne sommes pas dans l'urgence d'agir sur le plan environnemental avec une détermination aussi forte que pour sauver notre économie. D'autant que le mouvement mondial s'impose à nous.

Or, il me paraît évident que ces 3 points fondant les raisonnements des grandes décisions de notre territoire sont si ce n'est fausses, largement discutables.

Principaux constats (il existe bien entendu des choses plus positives en tendance mais j'indique les points qui me paraissent les plus marquants) :

- Une épidémie partie pour durée
- Des restrictions de libertés inédites et d'incroyables adaptations de la population
- Une paupérisation en cours (faillites, endettement, chômage,) frappant particulièrement les plus fragiles (étudiants, personnes âgées, marginaux, malades, handicapés) et paradoxalement des enrichissements sans précédent (logistiques, GAFAM et leurs sous-traitants et collaborateurs)
- Le développement de nouvelles normes sociales se caractérisant par la peur et le repli sur soi.

Anthropocène : ce terme, proposé par des scientifiques, permet d'exprimer le principe que les évolutions environnementales sont structurelles, quasi inéluctables (évidemment particulièrement à l'échelle d'une ville au regard de la planète entière) et vont imposer leurs effets sur de très longues périodes (des dizaines de décennies a priori).

- L'augmentation des températures avec des canicules qui vont s'allonger
- Augmentation des crues et des périodes de tensions hydriques (allongement de la durée d'étiage du fleuve et cours d'eau).
- Réduction des ressources et de la biodiversité. Rappelons que le rôle des

genets selon le CDNPS devrait disparaître sous 10 ans si rien n'est fait. Que les Basses Vallées angevines ont un rôle national pour sa protection et que la LPO a estimé son sauvetage à 500 000 € nationalement. 18 000€/an lui était consacré jusque là. C'est un détail mais qui montre que ces situations ne surviennent pas par hasard. Elles sont les conséquences d'un ensemble de choix.

Une situation mondiale

- La probabilité de survenue d'autres virus dû à la destruction des espaces des animaux sauvages ne cesse d'augmenter.
- Les bouleversements climatiques viennent s'ajouter aux instabilités politiques et on sait que les réfugiés climatiques et géopolitiques vont augmenter de manière exponentielle.
- Un niveau d'armement des pays sans précédent qui rend les tensions géopolitiques inquiétantes
- Une dépendance individuelle et collective aux GAFAM, à la technologie qui s'amplifie (5G, intelligence artificielle) et qui menace elle même la liberté, l'intégrité, l'éthique et l'environnement de l'homme.

Pour résumer, l'avenir ne peut pas bien se passer, et les habitants de l'agglomération angevine n'y échapperont pas. Il est **impossible néanmoins de prévoir** comment vont survenir les ruptures avec la vie quotidienne que nous connaissons. En revanche, il paraît certain qu'il faut **préparer la population à l'adaptation et à la résilience**. La crise COVID n'est rien à côté des risques qui peuvent survenir des interactions des constats cités.

Ce ne sont pas l'argent en banque, les droits de propriétés et les assurances qui protégeront de ces instabilités à terme. Ces protections ne sont pas réalités physiques mais des conventions qui peuvent s'éteindre du jour au lendemain. On peut effacer une dette ou une peine de prison du jour au lendemain. Et faire l'inverse aussi.

En revanche, ce qui a plus de fiabilité, c'est si vous disposez de terre pour produire de la nourriture, de personnes et de graines pour la travailler, de forêt pour vous fournir du bois de chauffage et du gibier, de rivières capables de vous fournir de l'eau potable, des poissons, d'une population polyvalente (capable de construire des abris avec des matériaux disponibles sur place, capable de prendre soin de sa santé sans recourir immédiatement à Internet, à l'industrie pharmaceutique, à un médecin, etc) à l'esprit pratique, résiliente (j'entends qui psychologiquement se connaît pour gérer ses émotions par exemple ce qui lui permet de communiquer de manière non violente et de prendre le temps d'apprendre, de construire) et solidaire (qui comprend, pas seulement intellectuellement, que de sa capacité à créer du lien avec les autres dépendra la qualité de ce qui va se passer autour d'elle).

Pour cela il me semble **impératif que la collectivité**, sans attendre que les autres le fasse ou que la population majoritaire le lui demande, **ose explorer ce qui a priori paraîtrait des démarches extrêmes**.

Concrètement sur le logement :

Actuellement le PLU d'ALM prévoit la construction annuelle de 2000 logements. Pourtant il existe 7 % de logements vacants. Soit plus de 5000. On peut estimer le nombre de sans domicile à 1000 personnes.

Un enfant de CE2 comprendrait il la manière dont nous résolvons nos problèmes de maths ?

Les conventions économiques (droit de propriétés en particulier) diront qu'on ne peut pas les réquisitionner. Mais si c'était vous qui étiez en faillite et incapable de payer votre logement, trouveriez vous ces conventions dignes ? Auriez les ressources psychologiques de les contester ?

Beaucoup de personnes, notamment vieillissante vivent dans des maisons de plus de 100m² tout en se sentant seule alors que des jeunes peinent à se loger et même des femmes sont violentées et ne quittent pas leur logement pour des raisons économiques et évidemment pas seulement. Ce dernier point est d'ailleurs un excellent exemple pour comprendre qu'une politique publique est démunie. Contrairement à un voisinage polyvalent, ouvert, patient et bienveillant qui aurait nourri un dialogue régulier.

Autre point, actuellement le télétravail s'installe. A l'Agende de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie quisouhaite faire entendre son discours par l'exemple et qui a son siège construit il y a 10 ans au dessus du lac de Maine, les bureaux sont déserts depuis l'épidémie. Le télétravail total a été imposé. Il y a une dizaine de douches et un restaurant d'entreprises. Pourquoi ne pas envisager d'utiliser disons au moins la moitié des 300 bureaux pour y loger les étudiants qui sont en train de se paupériser. Tout cela ne serait il pas, moyennant de l'organisation et quelques travaux d'adaptation de l'optimisation de ressources, des expérimentations innovantes ?

Pour en revenir à l'organisation d'alternatives à la construction de logement, une plateforme ne suffit pas. C'est souvent ce que les structures administratives proposent parce que son raisonnement de court terme lui indique que c'est la solution la plus rapide. Pour toutes les solutions ci-dessus évoquées, il y a des obstacles psychologiques, matériels, d'une grande diversité avant de faire la démarche d'aller sur une plateforme. Alors qu'il est évident qu'à terme, l'opération est gagnant gagnant. Mais **s'il n'y a pas d'un côté une contrainte à le faire (ex : chaque propriétaire ou locataire ayant une chambre, un bureau de plus devra au moins une fois par mois accueillir une personne en difficulté de logement), une incitation (Ex : ceux qui accueilleront à l'année une personne en difficulté de logement auront des places de cinéma toutes les semaines) et une explication (sens) et surtout un accompagnement humain très intense et dans la durée, les résultats resteront dérisoires.**

Et alors on continuera de trouver logique de continuer d'utiliser des terres et des ressources pour construire des logements qui favorisent le creusement des inégalités en enrichissant essentiellement les multinationales du BTP.

Bien sûr notre modèle économique va répondre : *"on ne peut pas obliger les gens, ce n'est pas légal"*. D'abord ce n'est pas si vrai, le droit permet, pour des

motifs impérieux, tout un tas de choses. C'est ce que nous vivons d'ailleurs avec l'état d'urgence sanitaire. Alors que les menaces que j'ai exposées risquent d'être bien plus létale que celles actuelles (elles le sont déjà depuis bien longtemps loin de nos yeux du fait de nos fonctionnements – on estime que le mode de vie d'un français équivaut au travail de 300 personnes – cf Jancovici, les esclaves énergétiques).

D'autre part, cela pose simplement la question de l'éthique, de la dignité. Continuons nous de permettre que des marginaux vivent à la rue, que des jeunes envisagent le plus sordide pour espérer un avenir et que des personnes âgées restent isolées ou décidons nous que nous ne l'admettons plus, le tout en attendant les crises inéluctables qui nous menaceront collectivement ?

Anecdote : J'ai découvert près de chez moi il y a 2 mois un homme de 60 ans qui dormait dans une tente. Il n'avait plus de logement depuis 9 ans. On s'est trouvé des atomes crochus immédiatement. Il m'a expliqué qu'il y trouvait d'abord une certaine liberté du fait d'être en contact avec la nature, de n'avoir pas de charges et d'autre part qu'il n'avait pas froid grâce à une simple bougie qui chauffait le petit volume de la tente. Ce qui devrait nous faire réfléchir à, notre manière de définir objectivement le confort.

Je lui ai toutefois proposé de monter une cabane de 20 m² sur mon terrain afin qu'il passe un hiver qui me paraissait pouvoir être plus confortable. Chacun donc sa subjectivité. Il a accepté et la cabane m'a coûté 1500 €. Avouons que c'est peu par rapport aux prétendus manque de logements qui permettent de justifier les constructions de Bouygues avalisées par les institutions. Elle est très confortable cette cabane et nous sommes devenus amis. Il m'apprend le jardinage, l'autohypnose et moi je lui apporte je ne sais pas quoi mais sûrement des choses.

Pour faire la démarche que j'ai faite, **il faut énormément dépasser** (en s'y frottant plus ou moins rugeusement) **de peurs**. Celle du regard des autres, de la peur de l'autre, du changement, de ne pas être dans les règles, de perdre de l'argent, un statut, de ne pas savoir faire, etc...

Toutes ces étapes, je pense avoir mis en fait des années à les franchir. Mais je crois que c'est à la portée de chacun. Et qu'il revient aux pouvoirs publics de les aider à avancer dans le franchissement de ces peurs pour que chacun mette en place là où il est des actions vertueuses. Pour cela, **contraintes, incitations, accompagnement**.

Je ne peux pas préciser d'actions parce qu'à mon avis il n'y a pas une manière d'avancer mais une multitude. Ce dont je suis sûr c'est que **si tout le monde s'y met, les effets peuvent dépasser notre imagination**. Voyons l'énergie que nous mobilisons pour nous priver de nos libertés afin de sauver les personnes âgées. De manière plus positive encore, aux Etats-Unis en 1942, alors qu'un embargo faisait craindre une crise alimentaire, le gouvernement a obligé, incité, accompagné les citoyens à produire l'alimentation en utilisant leurs jardins. L'année suivante, 62% de l'alimentation américaine provenait des jardins privés.

Je suis persuadé que rien de tout cela n'est coûteux. Ce qui l'est le plus, c'est

pour les décideurs d'oser regarder les choses différemment. Le problème c'est que par nature les décideurs sont souvent ceux qui ont le moins d'intérêt à ce que les choses changent. C'est ce modèle qui leur a permis d'avoir des places privilégiées. Ils croient plus que les autres en lui. Alors **cette proposition s'adresse aux coeurs des hommes et des femmes de bonne volonté, à leur âme, à leur courage et en dehors de leur rôle.**

En arrêtant de mettre de l'argent dans des grands projets de construction et en proposant un grand projet de changement radical fondé sur l'engagement individuel au service du collectif dans un esprit de solidarité et de fraternité, je suis persuadé que l'on peut faire se lever **20 % de la population demain pour venir partager gratuitement ses moyens de transport, son logement, ses talents et ses rêves parce que plus que jamais chacun a besoin d'espoir et conscience aussi de sa vulnérabilité s'il reste seul.**

Il ne faut pas plus de 20 % d'une population pour déclencher une révolution.